

Balance suisse des paiements 2005

Septembre 2006

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIONALE SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2005

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone +41 44 631 32 84; fax +41 44 631 81 14;
e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, sous www.snb.ch, Publications.

Impression

Fotorotar AG, CH-8132 Egg/ZH

Copyright

Reproduction et utilisation des chiffres autorisées avec indication de la source

Imprimé en

septembre 2006

ISSN 1661-1497 (version sur papier)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

4	Résumé
6	Balance des transactions courantes
8	Rubrique spéciale: Balance des transactions courantes et excédent d'épargne nationale
10	Biens
12	Services
14	Revenus du travail
15	Revenus de capitaux
17	Transferts courants
18	Mouvements de capitaux
19	Investissements directs
21	Investissements de portefeuille
22	Autres mouvements de capitaux
22	Crédits des banques commerciales
23	Crédits des entreprises
24	Réserves monétaires
25	Erreurs et omissions nettes
26	Commentaires
29	Fondements juridiques
30	Bases méthodologiques
32	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
33	Tableaux hors texte
	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
	2.1 Biens
	3.1 Services
	4.1 Revenus du travail et de capitaux
	5.1 Transferts courants
	6.1 Investissements directs à l'étranger: répartition par branches
	6.2 Investissements directs à l'étranger: répartition géographique
	7.1 Investissements directs en Suisse: répartition par branches
	7.2 Investissements directs en Suisse: répartition géographique
	8.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
	8.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie
	9.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
	10.1 Crédits des entreprises: répartition par branches
51	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé

En 2005, l'environnement économique – bonne conjoncture, bas niveau du renchérissement – a influé sur la balance suisse des paiements. Bien que la croissance de l'économie mondiale ait quelque peu faibli d'une année à l'autre, les entreprises suisses ont tiré des bénéfices en progression de leurs implantations à l'étranger. La perspective d'une évolution économique toujours favorable a stimulé les investissements suisses à l'étranger. Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs et d'investissements de portefeuille ont ainsi fortement augmenté. Le commerce extérieur suisse est resté dynamique. Les importations de biens en particulier ont marqué une sensible expansion. Celle-ci est due cependant pour une bonne part à la hausse des prix du pétrole et d'autres matières premières.

Balance des transactions courantes

Le solde actif de la balance des transactions courantes a atteint 68 milliards de francs, contre 61 milliards en 2004. Ce montant représente 15% du produit intérieur brut (2004: 14%). Quatre cinquièmes du solde actif ont découlé des revenus de capitaux.

Les revenus de capitaux ont augmenté grâce surtout aux bénéfices tirés des investissements directs. Leur solde actif a progressé de 12 milliards de francs, passant à 57 milliards. Les revenus provenant des capitaux placés à l'étranger se sont accrus de 38 milliards pour atteindre 125 milliards de francs. Quant aux montants que la Suisse a versés à l'étranger au titre des revenus de capitaux, ils se sont établis à 69 milliards de francs, soit à un niveau dépassant de 26 milliards celui de l'année précédente. Des transferts de bénéfices vers les Etats-Unis, transferts qui ont été favorisés par des incitations fiscales, ont joué un rôle important dans ces flux.

Les échanges de biens et de services ont continué à progresser. En valeur, les importations de marchandises se sont fortement accrues du fait surtout de la hausse des prix du pétrole et d'autres matières premières. Le renchérissement ayant été plus élevé du côté des biens importés que de celui des biens exportés, les termes de l'échange se sont détériorés pour la Suisse. Les commissions encaissées par les banques ont une nouvelle fois enregistré une vive progression.

Mouvements de capitaux

Déjà importantes en 2004, les sorties de capitaux ont encore augmenté sensiblement en 2005. Les exportations nettes de capitaux ont atteint 86 milliards de francs, contre 70 milliards l'année précédente. La Suisse a exporté des capitaux pour un montant net de 59 milliards de francs dans le domaine des investissements de portefeuille et pour un montant net de 47 milliards dans celui des investissements directs. La Banque nationale a réduit ses réserves monétaires de 22 milliards de francs. Cette diminution est liée à la distribution du produit des ventes d'or à la Confédération et aux cantons.

D'une année à l'autre, les exportations de capitaux opérées par des entreprises suisses en vue d'investissements directs à l'étranger ont doublé pour atteindre 66 milliards de francs. Cette expansion est due pour moitié aux investissements effectués par des sociétés financières et holdings en mains étrangères. Les flux de capitaux vers les Pays-Bas se sont fortement accrus. Une vive progression a également été observée pour les flux vers l'Amérique du Nord et les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud.

En ce qui concerne les investissements directs étrangers en Suisse, les sociétés financières et holdings ont une nouvelle fois joué un rôle dominant. Au total, les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 18 milliards de francs, contre 2 milliards en 2004.

Les investisseurs suisses ont acheté des titres d'émetteurs étrangers pour 66 milliards de francs, après 53 milliards en 2004. Ces fonds ont été investis en obligations et en parts de fonds de placement. Les banques ont été à l'origine d'un quart des investissements en obligations. Elles ont ainsi renforcé leurs portefeuilles destinés au négoce. Comme l'année précédente, les investisseurs suisses ont réduit leurs portefeuilles d'actions.

Les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont conduit à une importation de capitaux de 7 milliards de francs, contre 4 milliards en 2004. Les non-résidents ont acheté beaucoup de papiers monétaires et de parts de fonds de placement, mais vendu des actions et des obligations d'émetteurs suisses.

Les mouvements de capitaux des banques se sont fortement accrus; ces flux ont toutefois porté presque exclusivement sur les opérations interbancaires. Il en a découlé une importation nette de capitaux de 2 milliards de francs, contre 17 milliards l'année précédente.

Soldes de la balance des paiements, en milliards de francs

Tableau 1

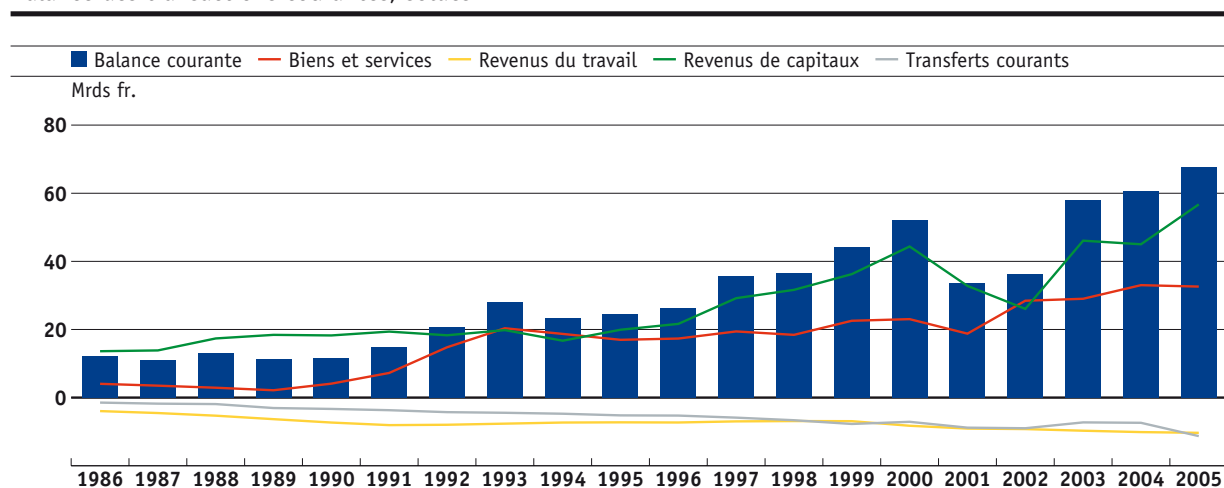
	2001	2002	2003	2004	2005
Balance des transactions courantes	33,7	36,2	58,1	60,5	67,7
Biens	-4,6	5,1	4,3	6,7	3,0
Services	23,4	23,4	24,7	26,3	29,6
Revenus du travail	-9,1	-9,2	-9,7	-10,1	-10,3
Revenus de capitaux	32,8	26,0	46,1	45,0	56,7
Transferts courants	-8,8	-9,0	-7,3	-7,4	-11,3
Transferts en capital	2,6	-1,8	-0,9	-1,7	-1,0
Mouvements de capitaux	-59,6	-37,3	-36,2	-70,1	-86,4
Investissements directs	-16,0	-3,0	1,4	-30,8	-47,1
Investissements de portefeuille	-69,1	-35,2	-47,0	-49,7	-59,2
Autres mouvements de capitaux, dont	26,5	4,6	13,9	12,1	-2,2
crédits des banques commerciales	18,0	-26,8	-6,8	16,9	1,9
crédits des entreprises	-8,9	-8,7	6,1	-12,9	-0,5
Réserves monétaires	-1,1	-3,7	-4,5	-1,8	22,0
Erreurs et omissions nettes	23,4	2,9	-21,0	11,3	19,7

Balance des transactions courantes

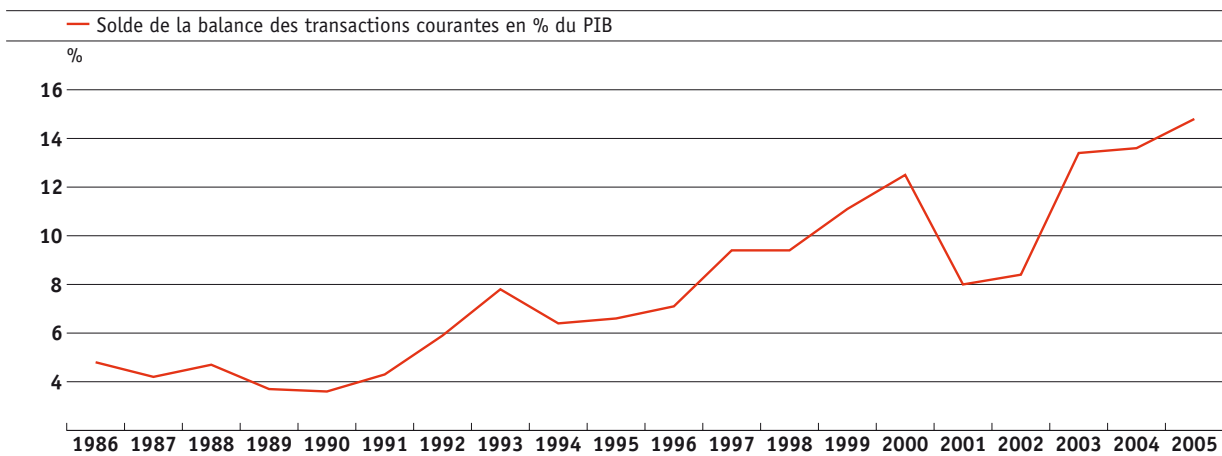
La conjoncture globalement favorable, tant en Suisse qu'à l'étranger, et les bénéfices en hausse des entreprises se sont nettement reflétés dans la balance des transactions courantes. Les échanges de biens et de services se sont développés d'une manière très vigoureuse. Etant donné l'évolution des prix, les importations ont augmenté plus fortement que les exportations. Le solde actif des échanges de biens et de services est resté approximativement inchangé. Les bons résultats obtenus par les entreprises à l'étranger ont conduit à un

accroissement sensible des revenus nets tirés des investissements directs. Les distributions élevées de bénéfices que les entreprises ont effectuées ont influé également sur les revenus nets découlant des investissements de portefeuille. Dans l'ensemble, les revenus nets de capitaux ont augmenté de 12 milliards de francs, passant à 57 milliards. Ils ont contribué dans une forte mesure au solde actif de 68 milliards de francs que la balance des transactions courantes a dégagé en 2005. Un tel solde actif constitue un record, aussi bien en valeur absolue qu'en pourcentage du produit intérieur brut.

Graphique 1
Balance des transactions courantes, soldes



Graphique 2
Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Rubrique spéciale: Balance des transactions courantes et excédent d'épargne nationale

Depuis le début des années quatre-vingt, la balance suisse des transactions courantes a toujours dégagé des soldes actifs. Exprimés en pourcentage du produit intérieur brut, les excédents de recettes ont augmenté, passant de 4% en moyenne des années quatre-vingt à 8% en moyenne de la décennie suivante, puis à 12% en moyenne des années 2001 à 2005.

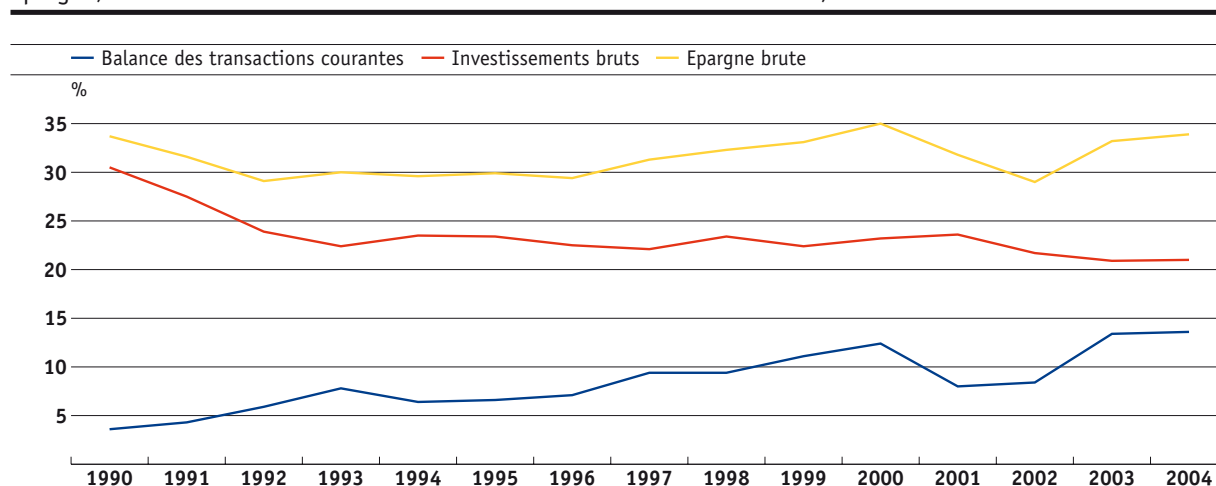
Un solde actif de la balance des transactions courantes signifie que la Suisse, dans les échanges de biens et de services, dans les revenus de facteurs et dans les transferts courants, tire de l'étranger des recettes supérieures à ses dépenses. En investissant l'excédent à l'étranger, la Suisse accumule de l'épargne et renforce sa position extérieure. L'excédent de recettes de la balance des transactions courantes est aussi lié étroitement à la relation qui existe entre l'épargne intérieure et les investissements intérieurs en actifs non financiers. Si le montant de l'épargne intérieure est plus élevé que les investissements intérieurs en actifs non financiers, il y a un excédent d'épargne. Cet excédent d'épargne correspond à la capacité de financement qui ressort des comptes nationaux et à l'excédent de la balance des transactions courantes.

Le graphique 3 montre l'évolution, en pourcentage du produit intérieur brut, de l'épargne intérieure, des investissements intérieurs et du solde de la balance des transactions courantes entre 1990 et 2004. Les investissements se sont repliés au début des années nonante, puis ont stagné jusqu'en 2001 et, enfin, repris leur mouvement de baisse. L'épargne en revanche a marqué une légère progression. La différence croissante entre l'épargne et les investissements – l'excédent d'épargne – se reflète dans l'augmentation de l'excédent de recettes de la balance des transactions courantes.

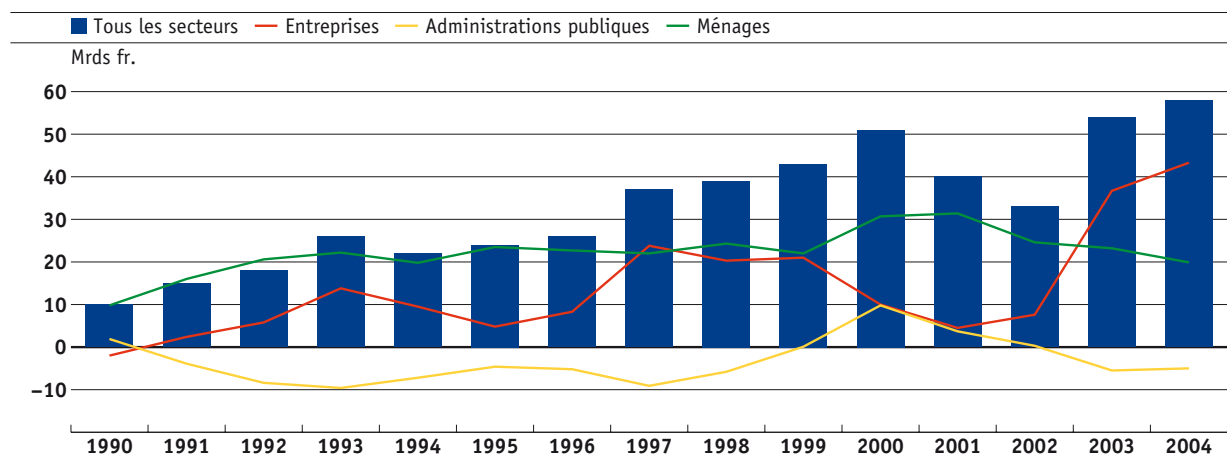
Le solde de la balance des transactions courantes correspond à l'excédent de l'épargne nationale. La contribution que chaque secteur économique apporte à l'excédent d'épargne – à la capacité de financement de l'économie – ressort des comptes nationaux. Le graphique 4 montre l'évolution de la capacité ou du besoin de financement des entreprises, des ménages et des administrations publiques entre 1990 et 2004. L'excédent constitué par les ménages a triplé entre 1990 et 2001, puis s'est légèrement replié. L'excédent des entreprises a fluctué considérablement au cours des années nonante, puis a sensiblement augmenté entre 2001 et 2004. Quant aux administrations publiques, elles ont essentiellement apporté une contribution négative. Durant la période de 1990 à 2004, les ménages ont engendré 67% de l'excédent d'épargne, et les entreprises, 43%. Le déficit d'épargne des administrations publiques s'est élevé, pendant la même période, à environ 10% de la capacité de financement de l'économie.

Graphique 3

Epargne, investissements et solde de la balance des transactions courantes, en % du PIB



Graphique 4
 Capacité ou besoin de financement des secteurs, en milliards de francs



Biens

Commerce extérieur (commerce spécial¹)

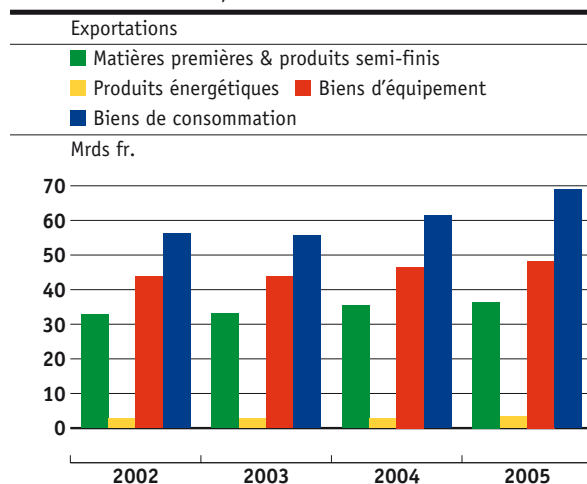
En valeur, les exportations se sont accrues de 7%. A l'exception du textile, toutes les branches ont pu renforcer leurs ventes à l'étranger. Les exportations de l'industrie chimique, mais aussi celles de montres et d'instruments de précision ont affiché des taux de croissance supérieurs à 10%. L'industrie des machines et la métallurgie ont augmenté leurs livraisons à l'étranger de respectivement 4% et 5%. Les exportations d'énergie électrique ont marqué une expansion dépassant nettement la moyenne. Ce bon résultat s'explique cependant surtout par la hausse des prix.

Les exportations vers les pays de l'UE (UE à 25) ont progressé de 8%, soit à un rythme légèrement supérieur à la moyenne. Les livraisons à l'Allemagne, le partenaire commercial le plus important de la Suisse, n'ont toutefois augmenté que de 3%. En revanche, les ventes aux Etats-Unis se sont accrues de 13%, tout comme celles à la Chine. Les livraisons aux pays en développement ont progressé de 8%. Quant aux exportations vers les économies émergentes, elles se sont maintenues à leur niveau de l'année précédente.

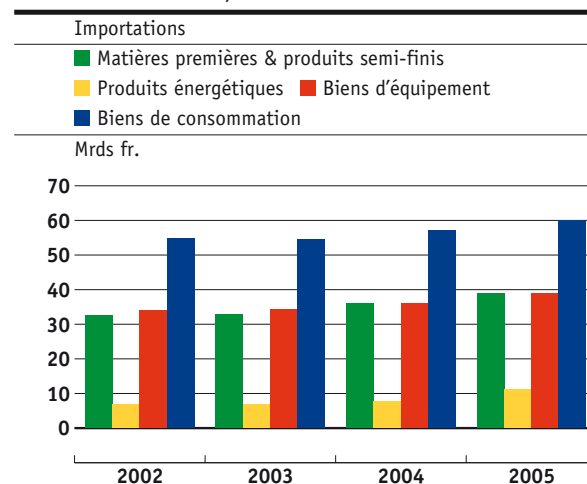
En valeur, les importations ont dans l'ensemble augmenté de 9%. Celles d'agents énergétiques se sont accrues de 44% et ont ainsi enregistré l'expansion la plus forte. Cette évolution est due principalement au renchérissement considérable du pétrole. Les importations d'énergie électrique, qui ont atteint un niveau extrêmement élevé (+70%), ont cependant elles aussi joué un rôle important; tant les volumes importés que les prix ont augmenté sensiblement. Les achats à l'étranger de matières premières et produits semi-finis ont atteint un niveau dépassant de 8% celui de l'année précédente. Les importations de biens de consommation ont progressé de 5%, soit à un rythme inférieur à la moyenne.

Les importations en provenance de l'UE (UE à 25) ont augmenté de 9%, et celles venant des Etats-Unis, de 12%. Les livraisons de la Chine ont même marqué une expansion de 19%. Les pays en développement et les économies émergentes ont pu eux aussi renforcer sensiblement leurs ventes à la Suisse.

Graphique 5
Commerce extérieur, en valeur



Graphique 6
Commerce extérieur, en valeur



1 L'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour ont été intégrés à la statistique du commerce extérieur (commerce spécial) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2002.

Autres biens

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle dominant dans l'évolution des «Autres biens». Ces deux composantes des échanges de marchandises se caractérisent par de fortes fluctuations qui portent sur les quantités comme sur les prix. En 2005, les exportations ont reculé de 7%, tandis que les importations ont augmenté de 21%.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2005: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations en milliards de francs	Importations en milliards de francs	Exportations Variation en % par rapport à l'année précédente	Importations Variation en % par rapport à l'année précédente
UE à 25, dont	98,7	122,8	8,2	8,7
Allemagne	31,2	48,9	3,0	7,1
France	13,5	14,9	4,4	2,7
Italie	14,5	16,4	8,1	4,2
Etats-Unis	16,3	7,0	13,0	11,5
Pays en transformation, dont	.	.	.	.
Chine	3,3	3,4	12,9	18,9
Economies émergentes	14,3	4,9	0,4	9,5
Pays en développement	10,6	5,8	8,4	9,5
Total	157,0	149,1	7,3	8,8

Services

Tourisme

Les recettes découlant du tourisme ont progressé de 5% pour atteindre 14 milliards de francs. Comme l'année précédente, les hôtes étrangers ont passé davantage de nuitées en Suisse. En outre, ils ont dépensé des sommes plus importantes pour la consommation de biens et de services en Suisse. Dans le trafic journalier et de transit, les touristes étrangers ont également consommé plus qu'en 2004.

Les dépenses des résidents pour des séjours de vacances et d'affaires à l'étranger ont augmenté de 8% pour s'établir à 10 milliards de francs. Des pays tels que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie ont attiré beaucoup plus de voyageurs suisses. Par contre, l'Espagne a enregistré une baisse. Dans le trafic journalier et de transit, les dépenses à l'étranger ont fortement fléchi.

Assurances

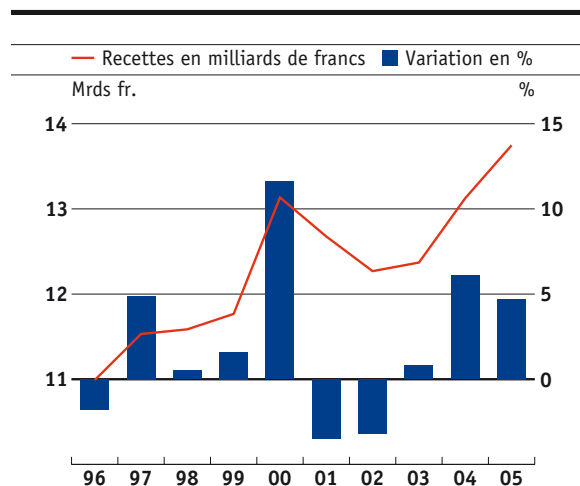
La demande de prestations d'assurances s'est accrue. Dans le domaine de l'assurance-vie, le vieillissement de la population et les incitations fiscales qui ont été adoptées dans divers pays ont sans doute contribué à l'augmentation de la demande. A la suite de catastrophes naturelles, les assureurs-dommages ont réévalué les risques, ce qui a conduit à des primes plus élevées. Cette évolution dans les assurances-vie et de dommages a entraîné une augmentation des recettes dans les affaires de réassurance, la principale branche des assureurs suisses sur le plan international. Les recettes ont progressé également dans le domaine dit des «Autres prestations d'assurances». Ce poste comprend essentiellement les revenus que les centrales de groupes ont perçus pour des services fournis à leurs filiales à l'étranger.

Commerce en transit

Les revenus issus du commerce en transit (opérations internationales de négoce de marchandises) ont augmenté d'un quart environ. Cette évolution s'explique notamment par la forte croissance du commerce mondial et l'envolée des prix des matières premières.

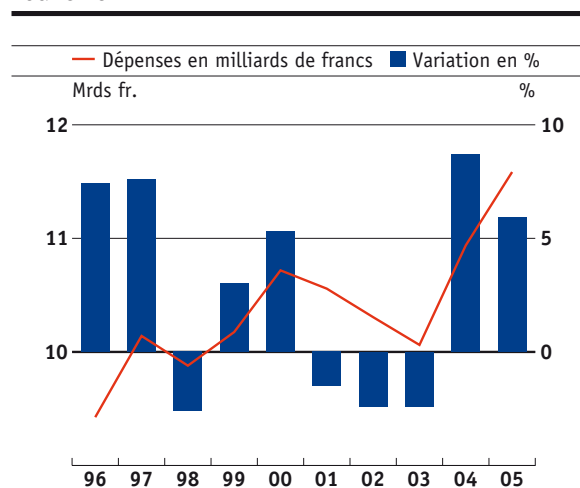
Graphique 7

Tourisme



Graphique 8

Tourisme



Commissions bancaires

Les banques ont encaissé des commissions en hausse de 11%. La progression des chiffres d'affaires boursiers, les émissions plus nombreuses de titres et l'accélération des fusions et acquisitions au niveau mondial ont contribué à cette évolution.

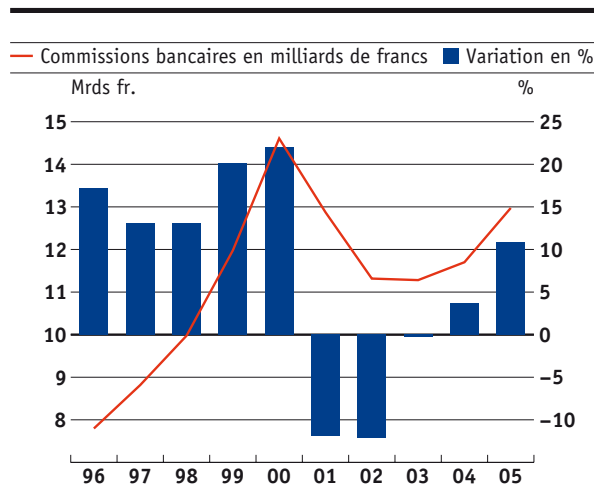
Transports

Les recettes au titre des transports ont augmenté de 5%. Les rentrées dans le domaine des transports de personnes ont progressé pour la première fois depuis 2001. Celles qui découlent des transports de marchandises se sont même accrues de 16%. Les recettes provenant des autres prestations de transport – elles sont notamment en rapport avec le trafic aérien – sont quant à elles restées constantes. Les dépenses pour les transports ont fléchi à la suite d'un recul dans les services en rapport avec le trafic aérien à l'étranger (maintenance, services d'enregistrement, taxes d'atterrissage, etc.). Les dépenses pour les transports de personnes ont elles aussi diminué, mais légèrement.

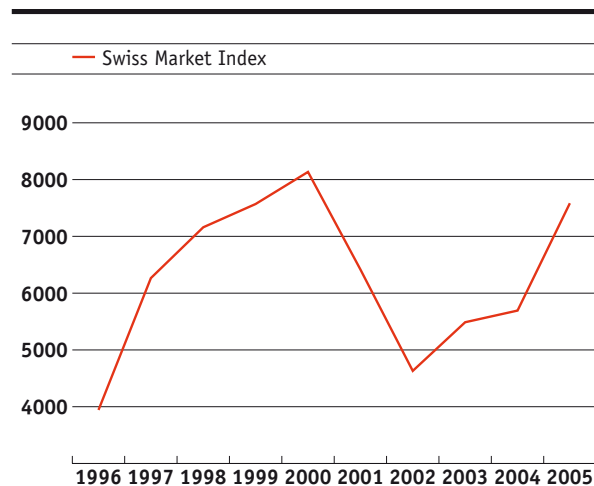
Services à contenu technologique

Les échanges de services à contenu technologique ont été intenses. Ce poste comprend principalement les taxes perçues pour des licences et brevets ainsi que les recettes tirées des conseils techniques. Dans ce domaine, les recettes et dépenses des industries chimique et pharmaceutique se sont accrues fortement en 2005. Les recettes découlant des services à contenu technologique ont progressé de 12% pour s'établir à 9 milliards de francs. Les dépenses ont quant à elles augmenté de 10%, passant à 10 milliards de francs.

Graphique 9
Commissions bancaires



Graphique 10
Swiss Market Index

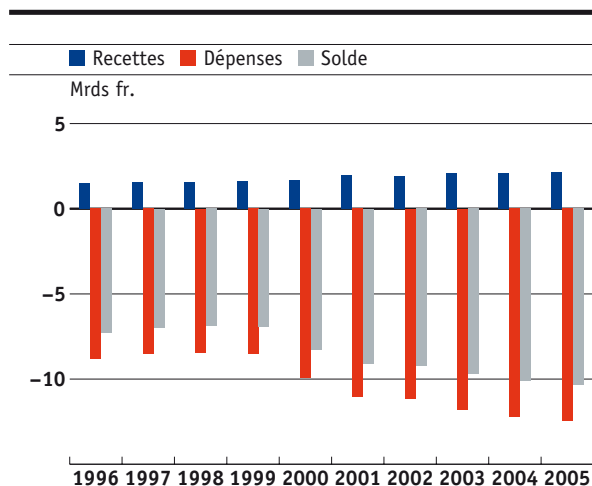


Source: SWX

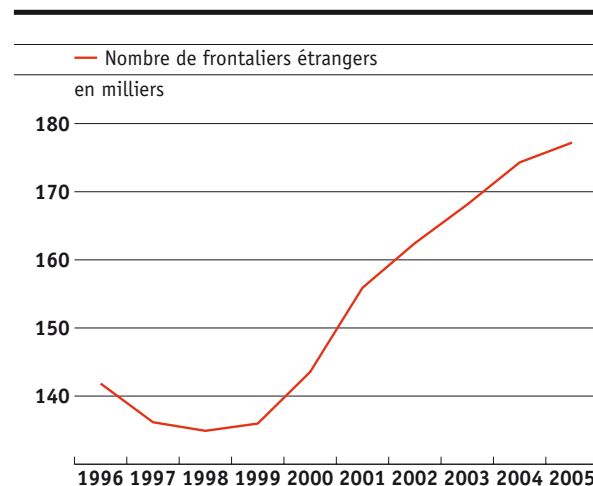
Revenus du travail

Dans les revenus du travail, les recettes de la Suisse sont restées inchangées d'une année à l'autre. Elles portent essentiellement sur les salaires que perçoivent les personnes travaillant pour des organisations internationales en Suisse. Celles-ci sont considérées comme des entités extraterritoriales et, partant, comme des non-résidentes. Les dépenses au titre des revenus du travail sont constituées en majeure partie des rémunérations versées aux frontaliers étrangers. Le nombre de frontaliers ayant progressé, les salaires versés à ces derniers se sont accrus. Le solde passif des revenus du travail a ainsi augmenté légèrement, passant de 10,1 milliards à 10,3 milliards de francs.

Graphique 11
Revenus du travail



Graphique 12
Frontaliers



Source: OFS

Revenus de capitaux

Revenus tirés des investissements de portefeuille

Les revenus tirés des investissements de portefeuille ont augmenté. Cette évolution s'explique par le volume plus élevé des placements en titres, mais aussi par des distributions accrues de dividendes. Le produit des intérêts sur les titres de créance d'émetteurs étrangers a atteint 16 milliards de francs, contre 15 milliards en 2004. Les revenus sur les titres de participation d'émetteurs étrangers ont progressé de 2 milliards pour s'établir à 11 milliards de francs.

Les investisseurs étrangers détiennent principalement des actions d'entreprises suisses. Dans le sillage du fort accroissement des bénéfices des entreprises suisses, les dividendes distribués se sont accrues. La part versée à des non-résidents a été de 11 milliards de francs, soit un milliard de plus qu'en 2004. Les intérêts versés sur les titres de créance détenus par les non-résidents ont eux aussi marqué une hausse.

Dans l'interprétation des données sur les revenus découlant des investissements de portefeuille, il convient de tenir compte de l'importance relative des portefeuilles. Les placements des résidents en titres d'émetteurs étrangers sont beaucoup plus élevés que ceux des non-résidents en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes de la Suisse dans ce domaine dépassent en général nettement les dépenses. En 2005, les recettes de la Suisse ont progressé au total de 14%. Quant aux intérêts et dividendes versés à des non-résidents, ils ont augmenté de 17%. Le solde actif des revenus de capitaux a ainsi progressé de 2 milliards, passant à 13 milliards de francs.

Revenus tirés des investissements de portefeuille, en milliards de francs

Tableau 3

	2004	2005
Recettes, total	23,2	26,5
Intérêts	14,6	15,7
Dividendes	8,6	10,8
Dépenses, total	11,9	13,8
Intérêts	2,1	2,5
Dividendes	9,8	11,3
Solde, total	11,3	12,6

Revenus tirés des investissements directs

Les revenus découlant des investissements directs ont enregistré une croissance exceptionnelle. Les recettes de la Suisse ont progressé de plus de 50% pour atteindre 75 milliards de francs, et les dépenses se sont accrues de 17 milliards, passant à 36 milliards de francs. Ainsi, les revenus nets tirés des investissements directs se sont établis à 38 milliards de francs, soit un montant dépassant de 9 milliards celui de l'année précédente.

Deux facteurs expliquent l'expansion des revenus tirés des investissements directs: les entreprises ont pu accroître leurs bénéfices, et les sociétés américaines ont, pour des raisons fiscales, rapatrié en 2005 des bénéfices élevés via la Suisse. Opérés surtout par des sociétés financières et holdings en mains étrangères, ces transferts ont influé aussi bien sur les recettes que sur les dépenses de la Suisse.

Autres revenus de capitaux

Les autres revenus de capitaux sont constitués notamment des opérations d'intérêts des banques avec la clientèle et des banques à l'étranger et du produit des placements de devises de la BNS. Les rentrées d'intérêts des banques ont augmenté de 8 milliards, et les intérêts qu'elles ont versés à l'étranger, de 7 milliards de francs. Cette évolution est due aux taux d'intérêt à court terme plus élevés et au volume accru des opérations interbancaires. Le solde des opérations d'intérêts des banques a progressé d'un milliard pour s'établir à 4 milliards de francs.

Quant au produit des placements de devises de la BNS, il a reculé d'un demi-milliard, passant à 2 milliards de francs. Ce repli est dû à la réduction que les réserves de devises ont enregistrée à la suite de la distribution du produit des ventes d'or à la Confédération et aux cantons.

Revenus tirés des investissements directs, en milliards de francs

Tableau 4

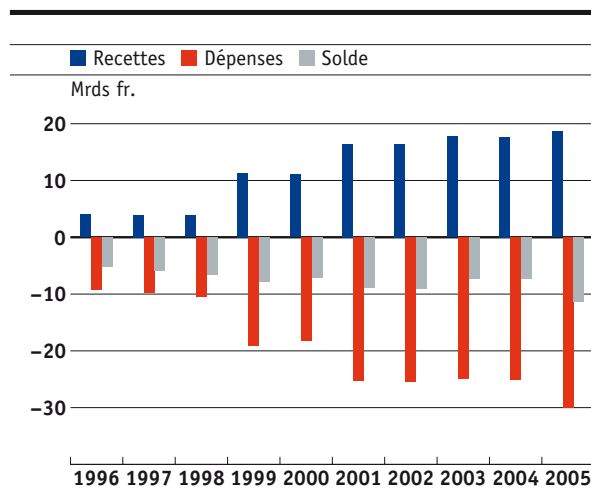
	2004	2005
Recettes, total	48,7	74,8
Bénéfices transférés	27,8	34,2
Bénéfices réinvestis	20,9	40,6
Dépenses, total	19,5	36,4
Bénéfices transférés	11,1	20,3
Bénéfices réinvestis	8,4	16,1
Solde, total	29,2	38,4

Transferts courants

Les transferts de l'étranger vers la Suisse ont augmenté d'un milliard pour atteindre 19 milliards de francs. Les transferts du secteur privé – ils portent principalement sur les primes encaissées par les assureurs privés – ont progressé d'un milliard de francs. Les transferts du secteur public ont eux aussi été supérieurs à l'année précédente; les recettes des assurances sociales comme celles de l'Etat se sont accrues.

Les transferts de la Suisse vers l'étranger ont atteint 30 milliards de francs, contre 25 milliards en 2004. Cette évolution s'explique essentiellement par les prestations plus importantes que les compagnies d'assurances privées ont dû verser à la suite des catastrophes naturelles. Les transferts opérés par la main-d'œuvre étrangère domiciliée en Suisse (travailleurs ayant un permis d'établissement, travailleurs à l'année et titulaires de permis de courte durée) ont augmenté dans le sillage de la reprise de l'emploi. Les transferts du secteur public vers l'étranger ont eux aussi marqué une hausse à la suite notamment des montants accrus que les assurances sociales ont versés à l'étranger et des contributions plus importantes à des organisations internationales.

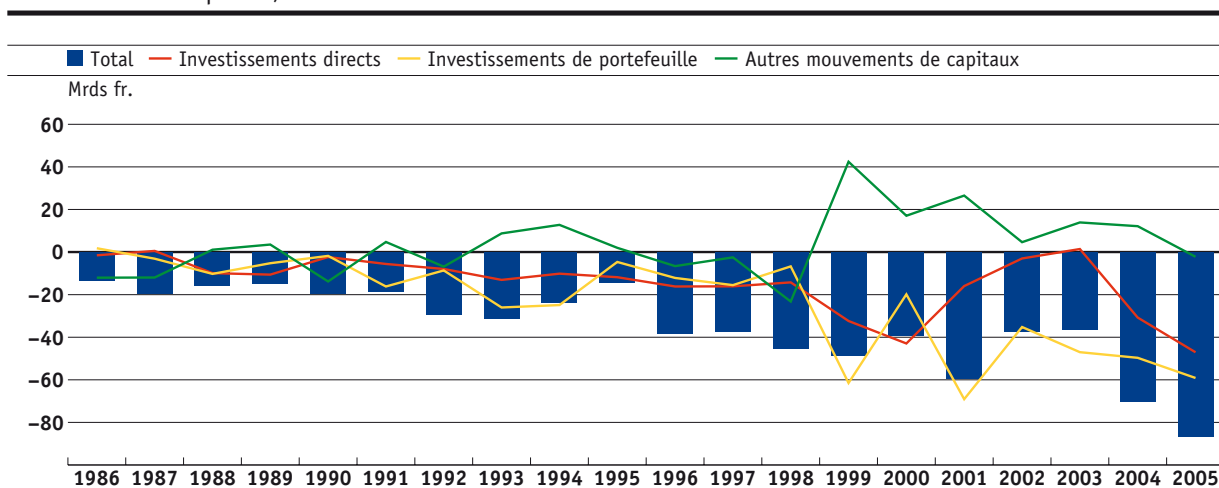
Graphique 13
Transferts courants



Mouvements de capitaux

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation nette de fonds atteignant 86 milliards de francs, contre 70 milliards en 2004. Dans le domaine des investissements de portefeuille, les flux de capitaux ont débouché sur une exportation nette s'élevant à 59 milliards de francs, après 50 milliards l'année précédente. Du côté des investissements directs, des capitaux ont été exportés pour un montant net de 47 milliards de francs (31 milliards en 2004). La Banque nationale a réduit ses réserves monétaires, ce qui a engendré une importation de capitaux de 22 milliards de francs.

Graphique 14
Mouvements de capitaux, soldes



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

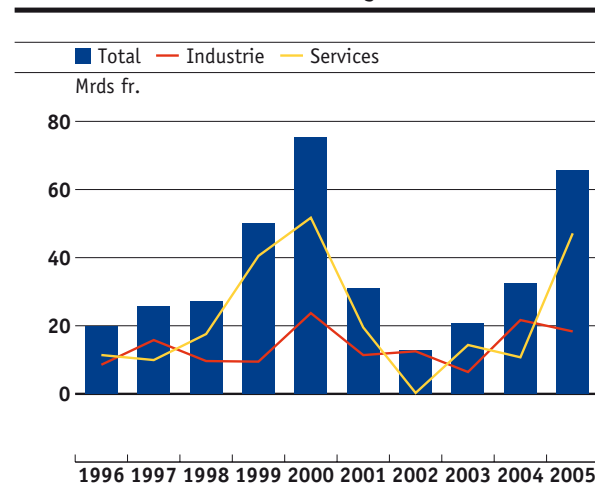
Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 66 milliards de francs en 2005, contre 32 milliards l'année précédente. Elles ont ainsi atteint leur niveau le plus élevé depuis l'année 2000. Leur vigoureux accroissement s'explique par les bons résultats qu'ont dégagés les entreprises. Les bénéfices maintenus dans les filiales à l'étranger (bénéfices réinvestis) ont fortement progressé, passant de 21 milliards en 2004 à 41 milliards de francs l'année suivante. En outre, les entreprises suisses ont procédé à des acquisitions à l'étranger pour 17 milliards de francs et mis des crédits pour un montant net de 8 milliards à la disposition de leurs implantations à l'étranger.

Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont contribué pour plus de la moitié à l'expansion des exportations de capitaux dans le domaine des investissements directs. Leurs sorties de capitaux ont en effet atteint 19 milliards de francs, contre 2 milliards en 2004. D'une année à l'autre, les banques, les entreprises du commerce et les compagnies d'assurances ont elles aussi renforcé sensiblement leurs exportations de capitaux. Les banques et les compagnies d'assurances ont investi à l'étranger respectivement 9 milliards et 8 milliards de francs essentiellement sous la forme d'acquisitions. Quant aux entreprises du commerce, elles ont exporté des capitaux pour 9 milliards de francs surtout par des crédits accordés à leurs implantations à l'étranger. Les investissements directs opérés par l'industrie ont porté sur 18 milliards de francs, soit sur un montant inférieur à celui de 2004 (22 milliards). La chimie a exporté des capitaux pour 11 milliards de francs, et les branches groupées sous «Autres industries», pour 6 milliards.

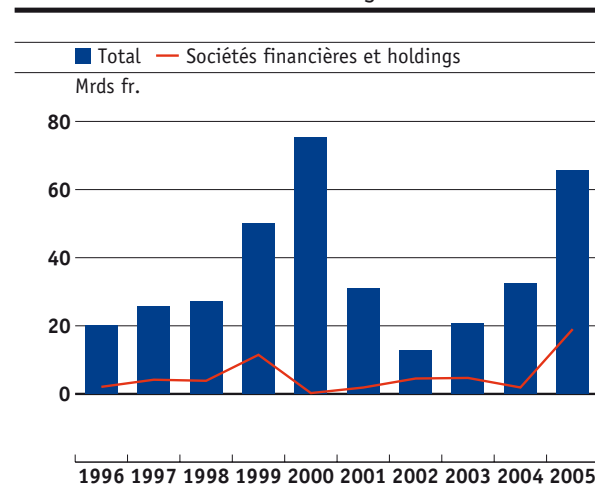
D'une année à l'autre, les exportations de capitaux vers les pays de l'UE (UE à 25) ont augmenté, passant de 15 milliards à 28 milliards de francs. Une part de 14 milliards de francs, soit la moitié des flux vers les pays de l'UE, a été investie aux Pays-Bas. En outre, le Royaume-Uni a bénéficié d'un afflux de 4 milliards de francs. Les entreprises suisses ont investi 16 milliards de francs en Amérique du Nord, soit 7 milliards de plus qu'en 2004. Les flux de capitaux vers les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud ont porté sur 7 milliards de francs, contre 2 milliards l'année pré-

cedente. Ceux vers la plupart des grandes économies asiatiques ont eux aussi augmenté. Singapour n'a cependant pas reçu autant de fonds qu'en 2004. Ce pays joue souvent le rôle de plaque tournante pour les entreprises suisses qui investissent dans d'autres économies asiatiques. Cela explique pourquoi les flux de capitaux vers ce pays sont parfois élevés et fluctuent fortement. Enfin, les entreprises suisses ont investi 2 milliards de francs en Afrique. Ce montant constitue un record. L'Afrique du Sud en a cependant été le principal bénéficiaire.

Graphique 15
Investissements directs à l'étranger



Graphique 16
Investissements directs à l'étranger



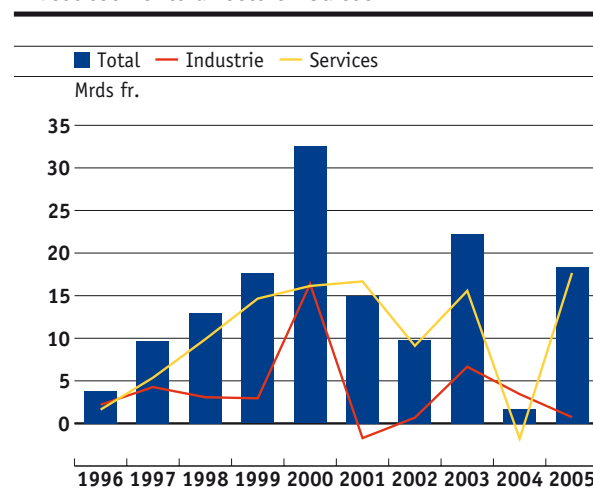
Investissements directs étrangers en Suisse

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont accrues de 16 milliards, passant à 18 milliards de francs. Les sociétés financières et holdings y ont contribué à hauteur de 12 milliards de francs. En 2004, les entreprises de cette branche avaient procédé à des rapatriements de fonds pour 4 milliards de francs. Le montant investi dans l'ensemble des autres branches, soit 6 milliards de francs, ne dépasse que d'un milliard le chiffre de 2004. Les entreprises du «Commerce» ont bénéficié d'un afflux de 2 milliards de francs, tout comme celles du groupe «Transports et communications». En outre, un milliard de francs a été investi dans le secteur bancaire, et autant dans l'industrie.

Les entreprises des pays de l'UE (UE à 25) ont investi 9 milliards de francs en Suisse, soit la moitié du total des importations de capitaux en vue d'investissements directs. L'année précédente, elles avaient rapatrié des fonds pour un montant de 4 milliards de francs. Les capitaux provenant des Pays-Bas ont atteint 6 milliards de francs, soit les deux tiers du total des pays de l'UE. Les années précédentes déjà, les flux provenant des Pays-Bas avaient joué un rôle dominant. La raison tient à l'importance des Pays-Bas en tant que plaque tournante pour des investisseurs d'autres pays, en particulier du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Japon. Les entreprises allemandes ont renforcé leurs implantations en Suisse à hauteur d'un milliard de francs. Entre 2001 et 2004, elles avaient chaque année rapatrié des fonds investis en Suisse. Enfin, le flux de capitaux provenant des Etats-Unis a progressé d'un milliard, passant à 8 milliards de francs. Les capitaux américains ont afflué principalement dans des sociétés financières et holdings.

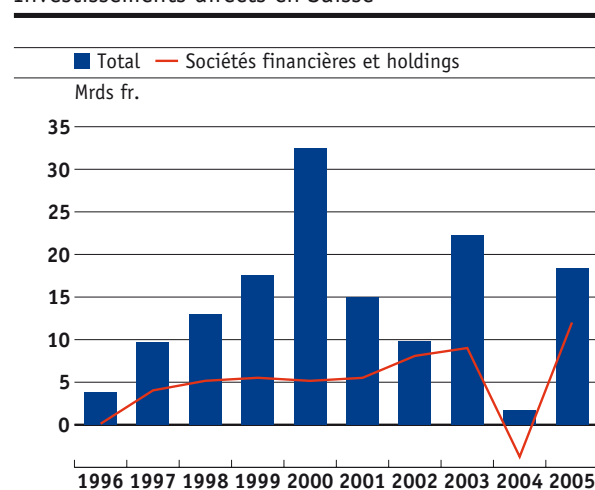
Graphique 17

Investissements directs en Suisse



Graphique 18

Investissements directs en Suisse



Investissements directs, en milliards de francs

Tableau 5

	2004	2005
Investissements directs suisses à l'étranger	32,4	65,5
Capital social	11,4	16,9
Bénéfices réinvestis	20,9	40,6
Crédits	0,1	7,9
Investissements directs étrangers en Suisse	1,6	18,4
Capital social	-3,3	-0,8
Bénéfices réinvestis	8,4	16,1
Crédits	-3,5	3,1

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger

Les perspectives de croissance favorables ont stimulé les marchés financiers internationaux. Les cours des actions ont enregistré des progressions à deux chiffres sur les places boursières les plus importantes, à l'exception des Etats-Unis. Les entreprises ont distribué des dividendes accrus et procédé à davantage de rachats d'actions, ce qui a contribué à la hausse des cours. Les rendements des emprunts à long terme sont restés bas en dépit du relèvement des taux directeurs des banques centrales.

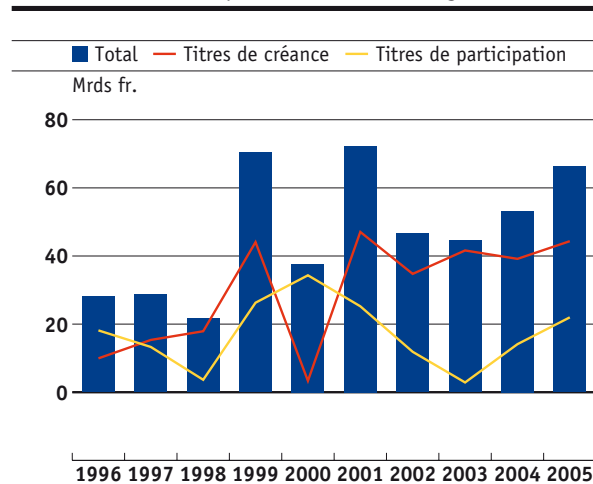
Les investisseurs suisses ont acquis des titres d'émetteurs étrangers pour un montant net de 66 milliards de francs, contre 53 milliards l'année précédente. Une fois encore, ces fonds ont été investis en majeure partie en titres de créance. Les achats nets de titres de créance étrangers ont atteint 44 milliards de francs, soit un montant supérieur de 5 milliards à celui de 2004. Les banques y ont contribué pour un quart. Elles ont renforcé leurs portefeuilles destinés au négoce. Les investisseurs suisses ont par contre réduit de 6 milliards de francs leurs portefeuilles d'actions. Ce recul a découlé sans doute des nombreux rachats d'actions effectués par des entreprises. En outre, 28 milliards de francs (12 milliards en 2004) ont été placés en parts de fonds de placement. Les investisseurs suisses ont acquis des titres en dollars des Etats-Unis pour l'équivalent de 20 milliards de francs et des titres en euros pour le même montant. Ils ont placé 18 milliards en titres libellés en francs.

Investissements de portefeuille en Suisse

Les non-résidents ont acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 7 milliards de francs, soit le double du chiffre de l'année précédente. Ils ont investi 4 milliards de francs en papiers monétaires et 8 milliards en parts de fonds de placement. Ces papiers monétaires étaient libellés principalement en francs, tandis que l'euro a joué un rôle dominant dans les investissements en parts de fonds de placement. En outre, les non-résidents ont réduit de 3 milliards de francs leurs portefeuilles d'actions d'émetteurs suisses et de 2 milliards ceux d'emprunts obligataires de débiteurs suisses. Ces diminutions ont été en ligne avec l'évolution du marché suisse des capitaux. En 2005, les remboursements d'actions et d'emprunts obligataires d'émetteurs suisses ont porté sur une somme supérieure à celle des recueils de fonds sur le marché.

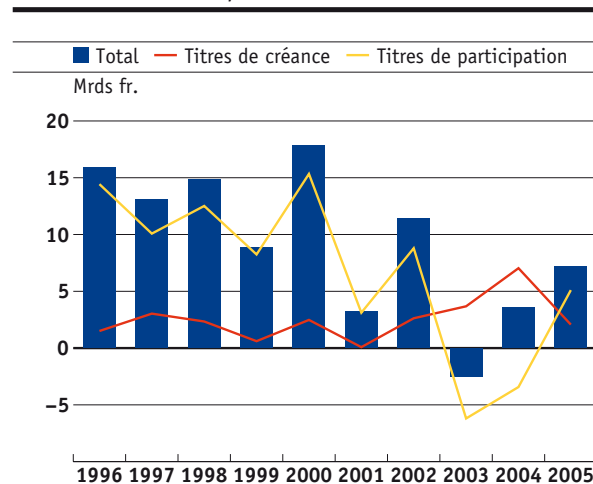
Graphique 19

Investissements de portefeuille à l'étranger



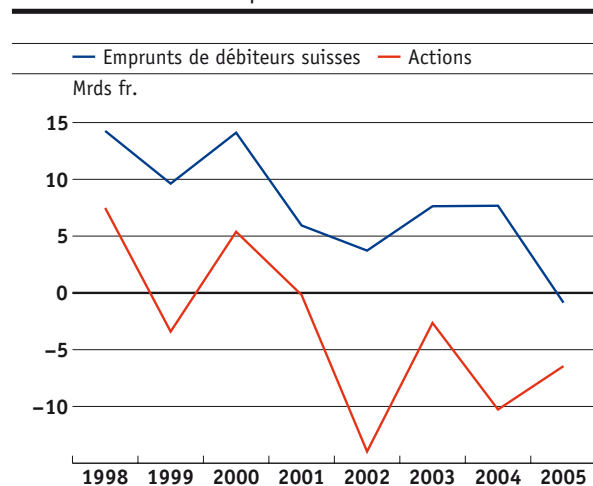
Graphique 20

Investissements de portefeuille en Suisse



Graphique 21

Emissions nettes d'emprunts et d'actions en francs



Source pour les actions: Banque Vontobel SA

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

Dans les crédits bancaires, les opérations transfrontières ont enregistré une vigoureuse croissance. Les banques ont accordé des crédits à l'étranger pour 74 milliards de francs, contre 17 mil-

liards en 2004. Leurs recueils de fonds à l'étranger ont atteint 75 milliards de francs, après 34 milliards l'année précédente. Les mouvements de capitaux des banques ont porté presque exclusivement sur des opérations interbancaires. Au total, les banques ont importé des capitaux pour un montant net de 2 milliards de francs, contre 17 milliards en 2004.

Crédits des banques commerciales, en milliards de francs

Tableau 6

	2004	2005
Crédits à l'étranger	-16,6	-73,5
à des banques à l'étranger	19,6	-71,4
à la clientèle à l'étranger	-36,2	-2,0
Crédits de l'étranger	33,5	75,4
de banques à l'étranger	29,1	72,4
de la clientèle à l'étranger	4,5	3,0
Solde des opérations des banques avec l'étranger	16,9	1,9

Crédits des entreprises

Ce poste groupe les flux financiers des entreprises qui ne peuvent être classés ni dans les investissements directs ni dans les investissements de portefeuille. Une partie de ces flux découle de capitaux que des entreprises suisses investissent dans des banques à l'étranger ou empruntent auprès de telles banques. Les transactions qu'effectuent les sociétés financières sur le marché des capitaux

jouent également un rôle important. Les crédits des entreprises englobent aussi les engagements, liés aux opérations transfrontières, des compagnies d'assurances. Le poste «Crédits des entreprises» s'est soldé par une exportation nette de capitaux de près d'un milliard de francs (13 milliards en 2004). Les entreprises de l'industrie ont exporté des capitaux, tandis que celles des services en ont importé.

Réserves monétaires

La Banque nationale a réduit ses réserves monétaires de 22 milliards de francs. La majeure partie de la réduction a porté sur des avoirs qui étaient réservés en vue d'une distribution à la Confédération et aux cantons (voir encadré). Les placements qui ont été vendus étaient libellés principalement en dollars et en euros.

Comptabilisation, dans la balance des paiements, des opérations sur or et de la distribution à la Confédération et aux cantons

Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales sont prises en considération dans les réserves monétaires. Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a commencé à vendre, dans les limites d'un accord conclu entre banques centrales, l'or (1300 tonnes) qui n'était plus nécessaire à des fins monétaires. La dernière tranche a été vendue sur le marché à fin mars 2005.

Les ventes d'or au secteur privé constituent une démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à comptabiliser dans les réserves monétaires. C'est pourquoi elles n'ont pas été prises en considération dans le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements.

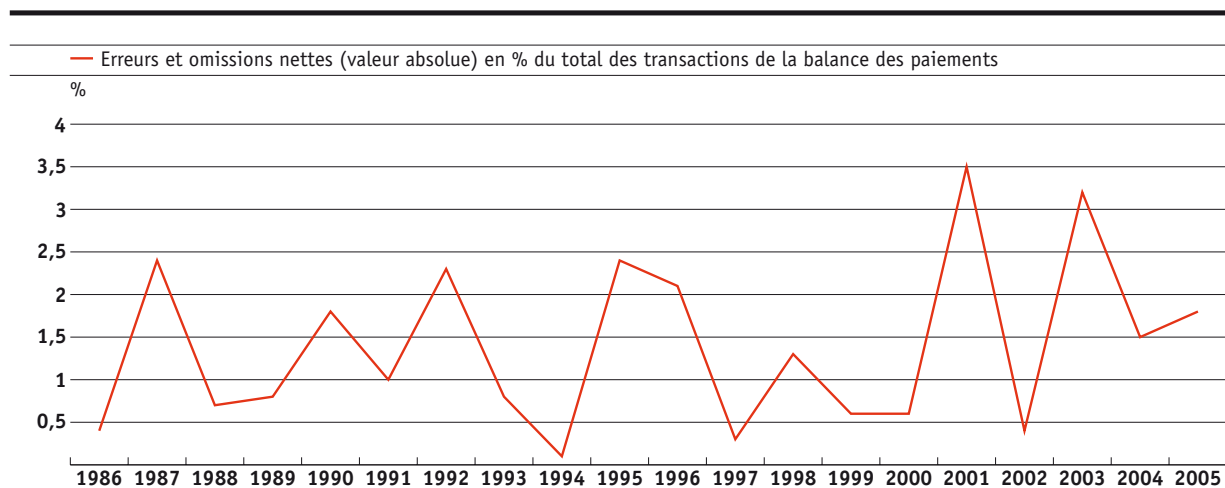
Le produit des ventes d'or a fait l'objet de placements financiers (actifs libres) et a été maintenu dans le bilan de la BNS, parmi les réserves monétaires. Le 2 février 2005, le Conseil fédéral a pris la décision de distribuer à la Confédération et aux cantons le produit des ventes d'or. La distribution des actifs libres réservés à cet effet a été opérée dans les mois de mai à juillet 2005 et a entraîné une réduction des réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Pour 2005, les erreurs et omissions nettes portent sur 20 milliards de francs, soit 1,8% du total des transactions enregistrées dans la balance des paiements. Ce poste varie fortement d'une année à l'autre. En 2004, il avait déjà été de 11 milliards de francs, ce qui représentait 1,5% du total des transactions enregistrées. En moyenne sur les vingt dernières années, les erreurs et omissions corres-

pondent à 1,4% du total des transactions comptabilisées dans la balance des paiements. Ces vingt dernières années, le poste a été le plus souvent positif. Les éléments entrant dans la composition de ce poste résiduel ne sont pas connus. Les fluctuations substantielles qu'on observe d'une année à l'autre incitent cependant à penser que les erreurs et omissions sont dues probablement à des lacunes dans la saisie des mouvements de capitaux.

Graphique 22
Erreurs et omissions nettes



Commentaires

Modifications par rapport à 2004

Modifications dans la statistique du commerce extérieur

Le perfectionnement à façon, les marchandises en retour et l'énergie électrique ont été intégrés à la statistique du commerce extérieur avec effet rétroactif à partir de 2002. Auparavant, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour faisaient partie des autres biens, tandis que l'énergie électrique figurait sous un poste séparé. Ces modifications constituent une adaptation de la pratique suisse aux normes internationales régissant l'établissement de la statistique du commerce extérieur.

Retenue d'impôt UE

Depuis le milieu de 2005, certains placements financiers de personnes domiciliées dans un pays de l'UE sont soumis à la fiscalité de l'épargne. La retenue fiscale est transférée par les banques à l'Administration fédérale des finances. Celle-ci en verse 75% à l'Etat de domicile des personnes imposées; le versement est effectué le deuxième trimestre de l'année suivant l'imposition. Une part de 25% reste en Suisse et est comptabilisée dans la balance des transactions courantes, comme recettes, sous le poste «Transferts courants».

Modifications dans le classement des créances et engagements vis-à-vis des sociétés sœurs

Par sociétés sœurs, on entend des entreprises qui appartiennent au même groupe, mais n'ont pas, entre elles, de liens sous forme de participations au capital social. Jusqu'à présent, les crédits transfrontaliers que s'accordaient entre elles des sociétés sœurs dont la société mère commune avait son siège à l'étranger étaient inclus dans les autres mouvements de capitaux. Depuis 2005, les créances et les engagements transfrontaliers envers des sociétés sœurs sont intégrés aux investissements directs, ce qui correspond aux normes internationales.

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour depuis 2002.

Autres biens

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de biens, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce en transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers (commissions bancaires), services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques, licences et brevets, y compris les services de gestion), achats de biens et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats, administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la Suva et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes

titulaires d'un permis de courte durée (< 4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.); variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des Suisses de l'étranger et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital et actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Investissements directs suisses à l'étranger: investissements effectués par des entreprises suisses dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises à l'étranger. Investissements directs étrangers en Suisse: investissements effectués par des entreprises étrangères dans des entreprises (filiales, succursales, participations) sises en Suisse. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Cette statistique est établie à partir d'enquêtes trimestrielles et annuelles de la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les investissements des banques et entreprises sont tirés des données fournies par ces sociétés sur leurs opérations avec l'étranger. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de fonds de placement). Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les nouveaux placements, déduction faite des placements liquidés et remboursés. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les opérations des entreprises avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur leurs opérations avec l'étranger.

Autres mouvements de capitaux: crédits des entreprises

Crédits à des débiteurs non résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales et participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Autres mouvements de capitaux: crédits des collectivités publiques

Mouvements de capitaux de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales. Crédits à des débiteurs non résidents: crédits à court et long terme que les collectivités publiques ont octroyés à l'étranger. Crédits de l'étranger: engagements à court terme des collectivités publiques envers l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse des banques sur leurs opérations avec l'étranger. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que, depuis 2000, ventes d'or transfrontières de la BNS. Les importations de métaux précieux comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la statistique de l'Office fédéral de la justice. Les autres investissements comprennent également les flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger ainsi que la variation des engagements de la Banque nationale. Ils englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992), des moyens de paiement internationaux (DTS) et des crédits d'aide monétaire de la Banque nationale. Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées à la fin de mars 2005. Les ventes au secteur privé ne sont pas prises en considération dans le poste «Réserves monétaires» de la balance des paiements. Les ventes d'or au secteur privé constituent une démonétisation d'une partie de l'encaisse-or, et une telle démonétisation n'est pas à comptabiliser dans les réserves monétaires. Dans les opérations sur or, seules celles qui sont passées à des fins monétaires avec des banques centrales doivent être prises en considération dans les réserves monétaires.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette de la Suisse. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Bases méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de biens, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux concernant des capitaux d'investissement direct. Les bases méthodologiques de la balance des paiements sont tirées d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de biens et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (aide au développement par exemple), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les biens, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques et des entreprises) ainsi que sur les réserves monétaires internationales.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des «recettes» (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des «dépenses» (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence provient de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques. Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes courantes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses courantes et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Des relations existent entre ces balances partielles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions courantes et des transferts

en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements	CN			
Balance des transactions courantes	Contribution de l'extérieur au PIB	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
- Biens				
- Services				
= Solde des biens et services				
+ Revenus				
= Solde des biens, des services et des revenus				
+ Transferts courants				
= Solde de la balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital				
= Solde de la balance des transactions courantes et solde des transferts en capital				
Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				Capacité ou besoin de financement

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

Définition des pays	
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Indonésie	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
Emirats arabes unis	Abou Dabi, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions	
UE	Jusqu'en 2003, UE à 15 pays et, à partir de 2004, à 25 pays. Comprend, en plus des pays indiqués individuellement, Malte, Slovénie et Chypre depuis 2004.
Reste de l'Europe	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Islande, Macédoine, Moldavie, Saint-Marin, Serbie et Monténégro ainsi que Saint-Siège (Vatican). Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre, mais sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République Centrafricaine.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

1 La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat.

Tableaux hors texte

- 1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
- 2.1 Biens
- 3.1 Services
- 4.1 Revenus du travail et de capitaux
- 5.1 Transferts courants
- 6.1 Investissements directs à l'étranger: répartition par branches
- 6.2 Investissements directs à l'étranger: répartition géographique
- 7.1 Investissements directs en Suisse: répartition par branches
- 7.2 Investissements directs en Suisse: répartition géographique
- 8.1 Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres
- 8.2 Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie
- 9.1 Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie
- 10.1 Crédits des entreprises: répartition par branches

Explication des signes

- r Chiffres révisés
- p Chiffres provisoires
- . Donnée non connue, confidentielle, non pertinente, plus demandée ou aucun établissement déclarant (donnée manquante).

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p
I. Balance des transactions courantes solde	33,7	36,2	58,1	60,5	67,7
Biens solde	-4,6	5,1	4,3	6,7	3,0
Commerce spécial ² , solde	1,7	7,5	6,9	9,3	7,9
Recettes	131,7	135,7	135,5	146,3	157,0
Dépenses	-130,1	-128,2	-128,6	-137,0	-149,1
Autres postes, solde	-6,3	-2,4	-2,6	-2,6	-4,9
Services solde	23,4	23,4	24,7	26,3	29,6
Tourisme, solde	2,1	2,0	2,3	2,2	2,2
Recettes	12,7	12,3	12,4	13,1	13,7
Dépenses	-10,6	-10,3	-10,1	-10,9	-11,6
Commissions bancaires, solde	11,8	10,4	10,4	10,6	11,7
Recettes	12,9	11,3	11,3	11,7	13,0
Dépenses	-1,1	-0,9	-0,9	-1,1	-1,3
Autres services, solde	9,5	11,0	12,0	13,5	15,7
Revenus du travail et de capitaux solde	23,7	16,8	36,3	34,9	46,4
Revenus du travail, solde	-9,1	-9,2	-9,7	-10,1	-10,3
Recettes	2,0	1,9	2,1	2,1	2,1
Dépenses	-11,1	-11,1	-11,8	-12,2	-12,5
Revenus de capitaux, solde	32,8	26,0	46,1	45,0	56,7
Recettes	87,6	63,6	83,5	87,7	125,4
Investissements de portefeuille	24,6	22,9	22,0	23,2	26,5
Investissements directs	31,4	19,9	43,6	48,7	74,8
Autres revenus de capitaux	31,6	20,7	17,9	15,8	24,2
Dépenses	-54,8	-37,5	-37,4	-42,6	-68,7
Investissements de portefeuille	-13,7	-11,6	-10,9	-11,9	-13,8
Investissements directs	-13,2	-9,6	-13,8	-19,5	-36,4
Autres revenus de capitaux	-27,9	-16,3	-12,8	-11,3	-18,5
Transferts courants solde	-8,8	-9,0	-7,3	-7,4	-11,3
II. Transferts en capital solde	2,6	-1,8	-0,9	-1,7	-1,0
III. Mouvements de capitaux solde	-59,6	-37,3	-36,2	-70,1	-86,4
Investissements directs solde	-16,0	-3,0	1,4	-30,8	-47,1
Investissements directs suisses à l'étranger	-30,9	-12,8	-20,8	-32,4	-65,5
Capital social	-22,0	-24,6	-5,6	-11,4	-16,9
Bénéfices réinvestis	-4,1	8,1	-16,1	-20,9	-40,6
Crédits	-4,8	3,7	0,9	-0,1	-7,9
Investissements directs étrangers en Suisse	14,9	9,8	22,2	1,6	18,4
Capital social	15,8	4,0	11,7	-3,3	-0,8
Bénéfices réinvestis	1,0	2,4	3,8	8,4	16,1
Crédits	-1,8	3,4	6,8	-3,5	3,1

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²
Investissements de portefeuille solde	-69,1	-35,2	-47,0	-49,7	-59,2
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-72,3	-46,6	-44,5	-53,3	-66,3
Titres de créance	-47,1	-34,8	-41,6	-39,2	-44,3
Emprunts obligataires et notes	-39,3	-29,6	-32,9	-48,5	-48,5
Papiers monétaires	-7,8	-5,2	-8,7	9,3	4,2
Titres de participation	-25,2	-11,9	-2,9	-14,1	-22,0
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	3,2	11,4	-2,5	3,6	7,2
Titres de créance	0,1	2,6	3,7	7,0	2,1
Emprunts obligataires et notes	-0,8	-0,0	2,2	5,3	-1,5
Papiers monétaires	0,9	2,6	1,5	1,8	3,5
Titres de participation	3,1	8,8	-6,2	-3,4	5,1
Autres mouvements de capitaux solde	26,5	4,6	13,9	12,1	-2,2
Crédits des banques commerciales, solde	18,0	-26,8	-6,8	16,9	1,9
Crédits à l'étranger	45,9	-85,5	-14,3	-16,6	-73,5
Crédits à des banques	41,9	-88,3	-4,3	19,6	-71,4
Autres crédits	4,0	2,8	-10,0	-36,2	-2,0
Crédits de l'étranger	-27,9	58,7	7,5	33,5	75,4
Crédits de banques	-29,1	48,8	-12,8	29,1	72,4
Autres crédits	1,2	9,9	20,3	4,5	3,0
Crédits des entreprises ³ , solde	-8,9	-8,7	6,1	-12,9	-0,5
Crédits à l'étranger	-11,5	-7,6	-2,8	-14,6	-12,9
Crédits de l'étranger	2,6	-1,1	8,9	1,7	12,3
Crédits des collectivités publiques, solde	0,0	0,3	-0,1	0,4	0,1
Autres investissements, solde	17,4	39,9	14,8	7,7	-3,7
Réserves monétaires total	-1,1	-3,7	-4,5	-1,8	22,0
IV. Erreurs et omissions nettes poste résiduel	23,4	2,9	-21,0	11,3	19,7

1 Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations, dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux, dans tous les autres postes.

2 Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés dans les «Autres postes» jusqu'en 2001.

3 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

	2001	2002	2003	2004 ^f	2005 ^p	Variation par rapport à 2004
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Commerce spécial¹						
Recettes	131 717	135 741	135 472	146 312	156 977	7,3
Dépenses	130 052	128 207	128 596	136 987	149 094	8,8
Solde	1 665	7 534	6 877	9 326	7 883	
Energie électrique²						
Recettes	2 963	.	.	.	.
Dépenses	1 896	.	.	.	.
Solde	1 067	.	.	.	.
Autres biens³						
Recettes	5 380	7 709	6 150	6 923	6 490	-6,3
Dépenses	12 762	10 158	8 708	9 544	11 353	19,0
Solde	-7 382	-2 449	-2 558	-2 621	-4 863	
Total						
Recettes	140 060	143 450	141 622	153 235	163 467	6,7
Dépenses	144 710	138 365	137 304	146 531	160 447	9,5
Solde	-4 650	5 085	4 318	6 705	3 020	

1 Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans les autres biens.

2 Depuis 2002, l'énergie électrique est comptabilisée dans le commerce spécial.

3 Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans le commerce spécial.

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p	Variation par rapport à 2004
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Tourisme total						
Recettes	12 676	12 269	12 370	13 126	13 747	4,7
Dépenses	10 557	10 306	10 061	10 939	11 584	5,9
Solde	2 119	1 963	2 309	2 187	2 163	
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8 753	8 349	7 904	8 462	8 872	4,8
Dépenses	9 042	8 856	8 581	9 403	10 130	7,7
Solde	-289	-508	-677	-941	-1 259	
Trafic journalier et de transit						
Recettes	2 569	2 875	2 921	3 117	3 343	7,2
Dépenses	1 097	1 431	1 461	1 516	1 433	-5,4
Solde	1 472	1 443	1 460	1 601	1 910	
Autres services touristiques¹						
Recettes	367	.	.	.	.
Dépenses	400	.	.	.	.
Solde	-33	.	.	.	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	988	1 045	1 546	1 547	1 533	-0,9
Dépenses	19	19	19	20	21	3,0
Solde	969	1 026	1 526	1 527	1 513	
Assurances privées						
Recettes	1 995	4 381	4 772	4 979	5 646	13,4
Dépenses	125	133	142	140	333	138,2
Solde	1 870	4 249	4 630	4 839	5 313	
Opérations de commerce en transit						
Recettes	1 292	2 028	2 444	4 552	5 851	28,5
Transports total						
Recettes	7 491	5 160	4 934	5 172	5 427	4,9
Dépenses	5 477	4 099	3 513	3 649	3 578	-1,9
Solde	2 014	1 061	1 422	1 523	1 849	
Personnes						
Recettes	4 241	2 872	2 531	2 249	2 365	5,1
Dépenses	3 278	2 596	2 330	2 262	2 232	-1,3
Solde	964	275	201	-13	132	
Marchandises						
Recettes	1 077	748	913	870	1 005	15,5
Dépenses ²	0	0	0	0	0	
Solde	1 077	748	913	870	1 005	
Autres services en matière de transports						
Recettes	2 173	1 540	1 490	2 053	2 058	0,2
Dépenses	2 199	1 503	1 183	1 388	1 346	-3,0
Solde	-27	38	307	665	712	

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ^P	Variation par rapport à 2004
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 296	1 301	1 312	1 521	1 439	-5,4
Dépenses	1 561	1 362	1 307	1 405	1 184	-15,8
Solde	-265	-61	5	116	256	
Autres services total						
Recettes	23 306	21 974	21 608	24 183	26 550	9,8
Dépenses	6 909	7 863	7 711	11 086	12 408	11,9
Solde	16 397	14 112	13 897	13 096	14 142	
Commissions bancaires						
Recettes	12 874	11 317	11 281	11 701	12 975	10,9
Dépenses	1 099	924	898	1 064	1 276	19,9
Solde	11 775	10 393	10 383	10 637	11 700	
Services à contenu technologique						
Recettes	5 456	6 755	6 140	8 356	9 332	11,7
Dépenses	5 486	6 624	6 455	9 141	10 062	10,1
Solde	-31	131	-315	-786	-730	
Divers services						
Recettes	4 976	3 902	4 187	4 126	4 242	2,8
Dépenses	324	315	359	881	1 070	21,4
Solde	4 652	3 587	3 828	3 245	3 173	
Total						
Recettes	48 057	47 113	47 440	53 532	58 661	9,6
Dépenses	24 629	23 762	22 735	27 219	29 087	6,9
Solde	23 428	23 352	24 706	26 313	29 574	

1 Depuis 2002, les autres services touristiques sont inclus dans le trafic journalier et de transit.

2 Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de biens.

Revenus du travail et de capitaux

Tableau 4.1

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^P	Variation par rapport à 2004
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Revenus du travail						
Recettes	1 984	1 904	2 064	2 106	2 124	0,8
Dépenses	11 065	11 149	11 779	12 223	12 468	2,0
Solde	-9 081	-9 245	-9 715	-10 117	-10 344	
Revenus de capitaux total						
Recettes	87 582	63 590	83 513	87 651	125 446	43,1
Dépenses	54 785	37 544	37 449	42 628	68 726	61,2
Solde	32 797	26 046	46 065	45 023	56 720	
Investissements de portefeuille						
Recettes	24 605	22 942	22 023	23 193	26 462	14,1
Dépenses	13 724	11 578	10 852	11 858	13 827	16,6
Solde	10 881	11 365	11 171	11 335	12 635	
Investissements directs						
Recettes	31 404	19 917	43 576	48 696	74 786	53,6
Dépenses	13 185	9 634	13 779	19 518	36 428	86,6
Solde	18 219	10 284	29 798	29 179	38 359	
Autres revenus de capitaux						
Recettes	31 573	20 731	17 914	15 762	24 198	53,5
Dépenses	27 876	16 333	12 818	11 253	18 472	64,1
Solde	3 697	4 398	5 096	4 509	5 726	
dont opérations d'intérêts des banques						
Recettes	27 464	17 613	15 114	12 817	20 803	62,3
Dépenses	27 075	15 469	12 065	10 405	17 199	65,3
Solde	389	2 144	3 048	2 413	3 604	
Total						
Recettes	89 566	65 494	85 577	89 757	127 570	42,1
Dépenses	65 850	48 693	49 228	54 851	81 194	48,0
Solde	23 715	16 801	36 349	34 906	46 375	

Transferts courants

Tableau 5.1

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^P	Variation par rapport à 2004
	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en millions de francs	en %
Transferts du secteur privé total						
Recettes	13 603	13 592	14 619	14 558	15 207	4,5
Dépenses	19 326	19 312	18 651	18 306	22 833	24,7
dont transferts d'immigrés	3 070	3 178	3 582	3 730	3 945	5,8
Solde	-5 723	-5 720	-4 033	-3 747	-7 625	
Transferts du secteur public total						
Recettes	2 783	2 867	3 108	3 141	3 451	9,9
Dépenses	5 880	6 139	6 347	6 787	7 128	5,0
Solde	-3 097	-3 272	-3 239	-3 646	-3 677	
Assurances sociales						
Recettes	1 026	1 175	1 325	1 370	1 417	3,4
Dépenses	3 897	3 970	4 127	4 301	4 577	6,4
Solde	-2 870	-2 795	-2 802	-2 931	-3 160	
Etat						
Recettes	1 756	1 692	1 783	1 771	2 034	14,9
Dépenses	1 983	2 170	2 220	2 486	2 551	2,6
Solde	-227	-478	-437	-715	-517	
Total						
Recettes	16 386	16 459	17 727	17 699	18 658	5,4
Dépenses	25 206	25 452	24 998	25 092	29 961	19,4
Solde	-8 820	-8 992	-7 271	-7 393	-11 303	

Investissements directs suisses à l'étranger: répartition par branches¹

Tableau 6.1

	2001	2002	2003	2004 ²	2005 ³
Exportations de capitaux^{2,3} en millions de francs					
Industrie	11 393	12 502	6 425	21 679	18 337
Textile et habillement ⁴	-279	157	813	-26	161
Chimie et plastique	1 499	2 939	3 238	12 127	10 994
Métallurgie et machines	4 797	-343	1 433	1 987	297
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 788	681	-3 247	851	440
Autres industries et construction	3 588	9 067	4 189	6 740	6 445
Services	19 523	283	14 369	10 743	47 133
Commerce	1 080	388	-617	1 354	8 754
Sociétés financières et holdings	8 694	2 635	7 359	1 832	19 191
dont en mains suisses ⁵	6 810	-1 901	2 663	-64	164
dont en mains étrangères ⁶	1 885	4 536	4 696	1 896	19 027
Banques	-794	437	6 176	3 023	8 959
Assurances	7 493	-573	1 414	3 815	7 785
Transports et communications	1 521	-1 383	-540	-47	363
Autres services	1 528	-1 220	576	766	2 081
Total	30 916	12 785	20 795	32 422	65 470
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁶	29 032	8 249	16 098	30 526	46 443

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

5 Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

6 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Exportations de capitaux^{2,3} en millions de francs					
1. Europe	13 462	10 274	9 437	14 668	30 200
UE⁴, dont	11 698	7 841	6 524	15 012	27 928
Etats baltes ^{5,6}	.	.	.	-14	77
Belgique	-545	2 036	2 634	797	-835
Danemark	-29	69	485	221	-2
Allemagne	5 696	247	304	91	1 670
Finlande	99	-8	16	406	-24
France	-1 582	985	-1 873	3 203	2 148
Grèce	167	241	369	108	305
Irlande	-4 713	175	33	-511	571
Italie	1 958	773	-1 877	160	491
Luxembourg	7 825	-2 557	4 352	-303	1 933
Pays-Bas	167	1 505	583	3 809	14 385
Autriche	399	455	595	901	1 101
Pologne ⁶	.	.	.	341	381
Portugal	270	75	-266	46	-49
Suède	-165	3 002	401	739	-2 030
Slovaquie ⁶	.	.	.	93	-1
Espagne	1 382	480	27	460	2 469
République tchèque ⁶	.	.	.	368	660
Hongrie ⁶	.	.	.	-65	409
Royaume-Uni	769	363	741	4 389	4 147
Reste de l'Europe⁷, dont	1 763	2 433	2 912	-343	2 272
Etats baltes ^{5,8}	-4	79	7	.	.
Bulgarie	2	1	37	29	38
Croatie	21	7	64	50	42
Norvège	.	.	.	-1 974	262
Pologne ⁸	209	-152	117	.	.
Roumanie	139	-45	86	108	134
Fédération de Russie	684	148	-21	294	803
Slovaquie ⁸	9	52	-4	.	.
République tchèque ⁸	274	55	-496	.	.
Turquie	-158	249	51	218	276
Ukraine	28	39	69	180	185
Hongrie ⁸	172	28	132	.	.
Centres financiers offshore ⁹	-242	-246	2 855	673	434
2. Amérique du Nord	9 679	3 642	6 769	8 821	15 521
Canada	108	307	353	3 140	5 859
Etats-Unis	9 571	3 336	6 416	5 681	9 660
3. Amérique centrale et du Sud, dont	6 254	-1 162	3 753	2 993	10 219
Argentine	533	-542	345	65	407
Bolivie	6	8	10	3	8
Brésil	-808	-615	163	446	523
Chili	-163	-8	-14	30	85
Costa Rica	13	17	85	38	490

Exportations de capitaux^{2,3} en millions de francs

Equateur	55	42	14	15	41
Guatemala	-8	-8	13	1	0
Colombie	-70	-214	-19	12	114
Mexique	941	184	-61	112	-54
Pérou	36	-42	-61	100	-37
Uruguay	90	152	33	80	106
Venezuela	176	-239	178	89	47
Centres financiers offshore ¹⁰	5 595	-440	3 943	1 839	6 508
4. Asie, dont	1 416	86	128	5 167	6 715
Bangladesh	6	0	0	19	0
Chine (Rép. pop.)	181	-64	-188	199	673
Hong Kong	5	-363	101	-147	669
Inde	139	76	140	163	191
Indonésie	156	37	-32	2	82
Israël	45	-23	44	47	38
Japon	741	-481	-165	1 041	1 508
Corée (Sud)	162	26	6	23	638
Malaisie	67	-34	209	-5	175
Pakistan	42	18	21	220	182
Philippines	98	-272	-62	-212	763
Arabie saoudite	-6	7	-18	-19	112
Singapour	-519	1 050	-202	3 688	1 087
Sri Lanka	-13	-2	-14	6	9
Taiwan	34	31	45	54	180
Thaïlande	206	167	180	120	232
Emirats arabes unis	55	-52	-22	4	-60
Vietnam	-19	-40	25	8	-24
Afrique, dont	143	-489	-248	-372	1 838
Egypte	82	48	31	28	270
Côte d'Ivoire	-6	-93	4	-16	-2
Kenya	4	-1	-2	11	11
Maroc	37	26	34	7	45
Nigéria	8	1	26	3	-7
Afrique du Sud	54	-238	-243	-73	1 003
Tunisie	5	-10	-9	4	6
Océanie, dont	-37	433	957	1 145	977
Australie	-66	437	992	1 133	603
Nouvelle-Zélande	22	-7	-54	9	360
Ensemble des pays	30 916	12 785	20 795	32 422	65 470

- 1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.
- 2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
- 3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.
- 4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.
- 5 Estonie, Lettonie et Lituanie.
- 6 Jusqu'en 2003, inclus dans Reste de l'Europe.
- 7 Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.
- 8 Pays membres de l'UE depuis 2004.
- 9 Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
- 10 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

Investissements directs étrangers en Suisse: répartition par branches¹

Tableau 7.1

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Importations de capitaux^{2,3} en millions de francs					
Industrie	-1 725	672	6 650	3 435	728
Chimie et plastique	278	205	2 522	2 588	796
Métallurgie et machines	-39	165	1 797	465	243
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-2 435	264	1 953	706	-328
Autres industries et construction	472	38	378	-324	17
Services	16 670	9 111	15 575	-1 792	17 667
Commerce	572	1 624	4 409	983	2 118
Sociétés financières et holdings	5 513	8 090	9 012	-3 751	12 010
Banques	2 545	502	733	204	1 076
Assurances	1 721	-1 461	467	-98	309
Transports et communications	6 177	-57	807	-260	1 835
Autres services	142	413	146	1 129	318
Total	14 945	9 783	22 224	1 643	18 395

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Importations de capitaux^{2,3} en millions de francs					
1. Europe	11 419	7 190	14 159	-3 481	9 395
UE⁴, dont	11 385	7 976	14 125	-3 591	9 448
Belgique	169	-266	4 807	320	-847
Danemark	1 840	-108	-33	314	777
Allemagne	-1 425	-321	-21	-277	738
France	944	2 685	939	783	1 208
Italie	299	410	-96	-2 131	231
Luxembourg	791	306	314	1 110	-472
Pays-Bas	7 505	297	6 025	-2 605	5 521
Autriche	23	105	-9	636	655
Suède	-48	189	244	-25	-355
Espagne	50	34	29	122	543
Royaume-Uni	1 211	4 726	1 765	-1 716	1 395
Reste de l'Europe⁵	34	-786	34	110	-53
2. Amérique du Nord	2 869	3 075	7 213	7 045	8 434
Canada	-454	193	290	111	-5
États-Unis	3 323	2 883	6 923	6 934	8 439
3. Amérique centrale et du Sud, dont	119	32	932	-1 392	613
Centres financiers offshore ⁶	137	43	941	-1 965	661
4. Asie, Afrique et Océanie, dont	538	-515	-79	-530	-48
Israël	14	-310	26	33	64
Japon	278	-291	-263	-229	-117
Ensemble des pays	14 945	9 783	22 224	1 643	18 395

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

3 En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

4 UE à 15 jusqu'en 2003 et à 25 depuis 2004.

5 Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

Investissements de portefeuille: répartition selon le genre de titres¹ en millions de francs Tableau 8.1

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-72 298	-46 624	-44 494	-53 270	-66 323
Titres de créance	-47 054	-34 750	-41 623	-39 160	-44 345
Emprunts obligataires et notes	-39 287	-29 556	-32 882	-48 509	-48 521
Papiers monétaires	-7 767	-5 194	-8 741	9 349	4 176
Titres de participation	-25 244	-11 874	-2 871	-14 110	-21 978
Actions	-12 688	-6 846	556	-2 394	6 104
Fonds de placement	-12 556	-5 028	-3 427	-11 716	-28 081
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	3 199	11 414	-2 527	3 598	7 172
Titres de créance	82	2 623	3 676	7 031	2 065
Emprunts obligataires et notes	-771	-3	2 180	5 264	-1 467
Collectivités publiques	2 364	-209	509	2 643	-1 143
Autres	-3 135	206	1 671	2 621	-324
Papiers monétaires	853	2 626	1 496	1 767	3 532
Titres de participation	3 117	8 791	-6 203	-3 433	5 106
Actions	-5 048	8 935	-5 636	-6 731	-2 794
Fonds de placement	8 165	-144	-567	3 297	7 900
Solde	-69 099	-35 210	-47 021	-49 672	-59 151

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Investissements de portefeuille: répartition selon la monnaie¹ en millions de francs Tableau 8.2

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	-72 298	-46 624	-44 494	-53 270	-66 323
Titres de créance	-47 054	-34 750	-41 623	-39 160	-44 345
CHF	-7 680	-8 302	-26 370	-15 702	-12 241
EUR	-28 553	-14 350	-8 528	-8 429	-10 404
USD	-10 421	-8 438	-3 194	-7 314	-14 561
Autres	-402	-3 660	-3 531	-7 715	-7 139
Titres de participation	-25 244	-11 874	-2 871	-14 110	-21 978
CHF	-4 010	-1 567	319	-2 207	-5 514
EUR	-10 083	-2 336	2 850	-3 018	-9 141
USD	-9 665	-7 524	-4 415	-7 493	-4 953
Autres	-1 487	-447	-1 626	-1 393	-2 369
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	3 199	11 414	-2 527	3 598	7 172
Titres de créance	82	2 623	3 676	7 031	2 065
CHF	2 996	3 098	3 277	5 979	1 775
EUR	-813	-586	-281	134	-146
USD	-1 569	35	475	731	349
Autres	-532	76	206	186	87
Titres de participation	3 117	8 791	-6 203	-3 433	5 106
CHF	1 013	8 911	-5 557	-5 725	-4 660
EUR	561	-1 238	188	2 401	6 381
USD	4 153	1 212	-549	78	3 225
Autres	-2 610	-93	-285	-189	160
Solde	-69 099	-35 210	-47 021	-49 672	-59 151

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des banques commerciales: répartition selon la monnaie¹ en milliards de francs Tableau 9.1

	2001	2002	2003	2004 ^r	2005 ^p
Crédits à l'étranger	45,9	-85,5	-14,3	-16,6	-73,5
CHF	-5,7	-4,9	-2,6	-1,0	0,4
USD	24,6	-114,0	-25,9	-36,5	-69,3
EUR	1,8	-13,7	-11,6	17,5	-2,2
Autres monnaies	26,4	47,9	23,4	4,2	-0,8
Toutes les monnaies	47,1	-84,6	-16,6	-15,8	-71,9
Métaux précieux	-1,2	-0,9	2,3	-0,8	-1,5
Crédits de l'étranger	-27,9	58,7	7,5	33,5	75,4
CHF	9,3	-17,4	-0,8	-5,6	9,1
USD	9,9	83,6	-13,6	61,9	40,2
EUR	25,6	20,4	35,7	1,0	2,9
Autres monnaies	-73,2	-26,5	-13,4	-25,3	22,5
Toutes les monnaies	-28,5	60,2	8,0	32,0	74,7
Métaux précieux	0,5	-1,5	-0,5	1,5	0,7
Solde	18,0	-26,8	-6,8	16,9	1,9
CHF	3,6	-22,3	-3,3	-6,6	9,5
USD	34,5	-30,3	-39,4	25,3	-29,1
EUR	27,3	6,7	24,1	18,5	0,6
Autres monnaies	-46,8	21,5	10,0	-21,1	22,8
Toutes les monnaies	18,7	-24,5	-8,7	16,2	2,8
Métaux précieux	-0,7	-2,4	1,8	0,7	-0,9

1 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Crédits des entreprises: répartition par branches^{1,2,3} en millions de francs

Tablelle 10.1

	2001	2002	2003	2004 ¹	2005 ²
Crédits à l'étranger	-11 474	-7 610	-2 849	-14 576	-12 854
Industrie	-2 335	-4 462	-1 218	2 158	-1 863
Chimie et plastique	-2 420	-3 975	2706	35	-2 305
Métallurgie et machines	162	-374	511	-1 059	586
Electronique, énergie, optique et horlogerie	32	-208	-4 311	3 072	-91
Autres industries et construction	-108	94	-124	109	-53
Services	-9 139	-3 148	-1 631	-16 734	-10 991
Commerce	-1 291	-36	-1 900	-5 781	-5 257
Sociétés financières et holdings	-5 382	5 068	-1 084	-5 792	-1 051
Assurances	-2 850	-7 771	1 965	-5 022	-4 595
Transports et communications	-145	-491	274	39	653
Autres services	530	82	-886	-179	-741
Crédits de l'étranger	2 616	-1 130	8 920	1 722	12 324
Industrie	-923	2 096	826	-2 958	-109
Chimie et plastique	-772	2 544	-363	-4 333	526
Métallurgie et machines	-263	-441	-219	687	-306
Electronique, énergie, optique et horlogerie	65	8	1 015	178	150
Autres industries et construction	48	-15	392	510	-478
Services	3 538	-3 226	8 094	4 679	12 433
Commerce	-3 804	-1 351	500	2 550	6 259
Sociétés financières et holdings	4 362	-6 469	-53	2 115	-2 048
Assurances	2 104	5 038	7 418	438	7 885
Transports et communications	1 483	352	172	-112	179
Autres services	-607	-796	57	-311	158
Solde	-8 858	-8 740	6 071	-12 855	-529
Industrie	-3 258	-2 366	-392	-800	-1 972
Services	-5 601	-6 374	6 463	-12 055	1 442

1 La répartition est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

2 Les crédits au sein de groupes figurent sous les investissements directs.

3 Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS (www.snb.ch), sous la rubrique «Publications».

Estimations trimestrielles de la balance des paiements

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Renseignements:

bop@snb.ch

